

Burundi : L'accès à l'information sécuritaire reste problématique pour les médias

PANA, 04 janvier 2015 Bujumbura, Burundi - Les combats-poursuites de ces derniers jours entre un groupe d'individus armés et des militaires loyalistes, le long de la frontière Nord-ouest du Burundi avec la République démocratique du Congo (Rdc) voisine, ont encore démontré à quel point il restait difficile d'accéder à une information sécuritaire du public, pour l'Association burundaise des journalistes (Ubj). C'est la même organisation des professionnels des médias qui avait divorcé d'avec la justice nationale pour porter devant la Cour de justice de la communauté est-africaine (Cea), la question d'une nouvelle loi sur la presse au Burundi, qui a été adoptée malgré sa caractéristique "liberticide", notamment dans les dispositions qui restreignent "excessivement" la publication d'informations ayant trait à la sécurité de l'Etat et l'obligation de décliner les sources en cas de litige de presse supposé.

Le président de l'Ubj, Alexandre Niyungeko, est revenu, dimanche, à la charge, pour rappeler à quel point il reste nécessaire de laisser le journaliste faire son travail, surtout par ces temps de grande confusion sécuritaire dans le pays, en condamnant énergiquement au passage ceux qui pensent aujourd'hui encore à faire aboutir des revendications par la force des armes, surtout dans un pays où les séquelles de plusieurs années passées de guerre civile ne sont pas encore complètement effacées. C'est également ce dimanche que, pour la première fois en une semaine de confusion sécuritaire dans le Nord du pays, le public a eu droit à quelques informations sur la situation en question de la part d'un officiel burundais, le conseiller à la Présidence de la République chargé de l'information, la communication et la presse Willy Nyamitwe. Tous les porte-parole de l'Armée, de la Police, des services spéciaux du renseignement se sont jusqu'alors murés dans un « silence radio », intrigant dans l'opinion sur les violents affrontements de la fin de l'année et les jours qui ont suivi entre les corps de défense et de sécurité et un groupe d'assaillants venus de la Rdc. Le chargé de communication à la Présidence a dit que l'ennemi avait été bel et bien identifié et les forces de défense et de sécurité vont livrer les informations nécessaires, à le moment venu. Pour lui encore, la situation est particulière et il fallait des méthodes de communication particulières. On sait aussi de sa part que les militaires burundais sur le terrain ont récupéré des documents qui parlent de l'effectif et des objectifs des assaillants qui, sous le coup de boutoir de l'Armée, ont tenté de rebrousser chemin vers la Rd Congo après avoir eu des difficultés à se fondre dans la Kibira, une réserve naturelle du Nord-ouest du Burundi. Des informations, pour le moment de sources indépendantes, ont fait état de quelque 200 assaillants puissamment armés qui ont déferlé sur le Nord du Burundi en provenance de la Rd Congo voisine et dont la plupart ont été décimés par les forces de défense et de sécurité. Des organisations de la Société civile locale, dont la plus connue est l'Association de défense des droits humains et des prisonniers (Aprodh) dénoncent des « exécutions extrajudiciaires », y compris ceux qui ont tenté de se rendre, ainsi que l'implication de dans la chasse aux assaillants. Le Burundi se prépare à aller aux élections générales les prochains mois et nombreux sont ceux qui craignent, dans les milieux des analystes politiques à Bujumbura, que ce regain d'insécurité ne soit l'occasion d'élèves élections à venir. L'opposition conteste surtout la « partialité » de la Commission électorale nationale indépendante dans la conduite du processus électoral, rappelle-t-on.